

REVUE DE PRESSE

« La liberté d'information (FOI) ... est inhérente au droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est reconnu par la Résolution 59 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par les Articles 19 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui déclarent que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de « chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

■ ■ AVANT PROPOS : HOMMAGE à nos anciens de VERDUN ■ ■



1/ Pourquoi l'Algérie fait peur à l'Europe

L'effondrement des cours du pétrole ébranle les fondements de l'économie, du pouvoir et de la société, faisant craindre une déstabilisation profonde du pays et une vague de départs.

Alors que vers le ciel d'Alger s'élève le plus haut minaret du monde, l'économie du pays s'enfonce aussi sûrement que les cours du pétrole. Les ventes de gaz et d'or noir représentent 60 % des recettes budgétaires. Le gouvernement ne peut plus compter sur cette manne pour remplir les caisses publiques et acheter la paix sociale à coups de subventions. Pour les Algériens, cette nouvelle donne est synonyme d'inflation et d'austérité, alimentant la grogne sociale. Avec un président sérieusement diminué par la maladie, le pouvoir ne semble pas avoir pris la mesure du problème. Alarmiste, l'ancien directeur du journal *Le Matin*, Mohamed BENCHICOU, craint « une faillite qui engendrerait le chaos et pousserait les Algériens à fuir vers l'Europe ». L'écrivain algérien Boualem SANSAL se montre aussi pessimiste: « Le scénario d'une escalade de la terreur sur le modèle syrien me paraît tout à fait crédible », estime-t-il. Et à la frontière libyenne, Daech se tient en embuscade...

2 / Les monuments aux martyrs de la guerre d'indépendance algérienne : monumentalité, enjeux de mémoire et commémorations - Auteur Emmanuel ALCARAZ, doctorant à l'INALCO -

Dès 1962, certains monuments aux morts de la période coloniale qui n'ont pas été rapatriés en France sont recyclés pour devenir des monuments aux martyrs algériens de la guerre d'indépendance. Selon Abou-al-Kacem SAADALLAH, sous BEN BELLA, la construction de monuments aux martyrs est plus le fruit d'initiatives locales que d'une politique de la mémoire mise en œuvre par l'État. BEN BELLA n'est resté au pouvoir que pendant deux ans et demi. Sa présidence correspond à une grave instabilité pour l'Algérie, peu propice à la maturation d'une telle politique.



La ville d'Oran algérienne a conservé la structure du nôtre (ci-dessous). Elle s'en est servie comme support d'une fresque offerte par le Roi du Maroc.



Le square s'appelle maintenant *square de Bamako*. C'est le roi Hassan II qui a offert cette fresque en céramique, en 1989, sur proposition du consulat marocain qui se trouve à côté du monument, pour l'ouverture des frontières Algéro-marocaines. La citation parle de l'espoir de l'unification du Maghreb pour un futur consolidé et durable.

Extraits : [... L'origine

L'origine des monuments aux martyrs est sans nul doute occidentale, et leur généralisation peut être datée de la Première Guerre mondiale. La participation des colons et des colonisés à ce conflit a contribué à leur diffusion dans les colonies. Dotée d'un fort peuplement européen, assimilée juridiquement au territoire français, l'Algérie possédait un nombre

de monuments aux morts coloniaux beaucoup plus important qu'en Tunisie et au Maroc, simples protectorats. Dans leur version française, les monuments aux morts sont des œuvres artistiques laïques. Après l'indépendance, pour célébrer les martyrs algériens, le pouvoir algérien a repris cette pratique en l'associant à la tradition musulmane du *chahîd*.

Une pratique étrangère à l'islam ?

Les monuments aux martyrs ne sont pas une stricte imitation de ceux importés de France, notamment des monuments aux morts de la Première Guerre mondiale. Ils expriment d'autres valeurs davantage liées à la tradition arabo-musulmane. En Algérie existait, à l'indépendance, une volonté du pouvoir d'encourager le passage du culte des saints associé à l'hétérodoxie au culte des *chouhada* jugé plus conforme à la vraie religion selon les réformistes ayant rallié le FLN pendant la guerre d'indépendance. Cette hypothèse peut expliquer la prolifération des monuments aux martyrs. Le pouvoir se méfiait des confréries qui avaient entretenu une collusion avec le pouvoir colonial, surtout au 20^e siècle. Par contre, au 19^e siècle, elles avaient joué un rôle important dans l'encadrement des révoltes rurales....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité: <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2010-1-page-125.htm#no3>

NOTA : Le monument aux morts d'Alger « Le grand pavois », inauguré en 1928, était l'œuvre du sculpteur Paul LANDOWSKI (également auteur du Christ de Corcovado à RIO de JANEIRO). Il a également fait l'objet d'une transformation....

Cliquez SVP sur ce lien : <http://www.asafrance.fr/item/histoire-le-grand-pavois-d-alger-monument-aux-morts-d-alger-1914-1918.html>

3/ La petite mosquée de KOUBA



Cette mosquée construite contre un talus fut érigée en 1929. Une " mosquée urbaine " qui continuait l'alignement des maisons qui longeaient la route vers le ruisseau. Elle vient marquer sobrement la limite du bâtiment d'habitations à l'angle de la rue secondaire qui mène au lotissement voisin.

La petite mosquée de KOUBA fut construite bien après la grande église située quelques mètres plus haut. L'édifice ecclésiastique, par contre, a été érigé sur le point culminant du centre de KOUBA et ne dérogeait en rien aux traditions de composition classique des tracés urbains en surplombant la stèle du monument aux morts, ses deux escaliers tournants et sa cascade d'eau. Elle donne face au jardin public et à l'ancienne mairie, puis plus tard en 1935, à la nouvelle mairie.

Extrait :[...Il y avait aussi deux cinémas : LE REX qui était juste en face de notre petite mosquée où l'on continuait longtemps après l'indépendance à passer des films égyptiens, indiens, western ... C'était le cinéma autorisé aux arabes. Puis il y avait L'ÉLITE, le cinéma des européens interdit aux arabes, où curieusement même après l'indépendance on ne passait pas des films taxés populaires...]

Cliquez SVP sur ce lien si vous souhaitez lire la suite : http://www.huffpostmaghreb.com/achour-mihoubi/la-petite-mosquee-de-koub_b_9201822.html?utm_hp_ref=societe-algerie

NDLR : L'auteur, Monsieur Achour MIHOUDI, affirme qu'il y avait une ségrégation à l'encontre des Arabes relatif au cinéma réservé aux seuls Européens. Je lui ai laissé un message pour lui faire part de mon étonnement ; il ne m'a jamais répondu. Oui, il y avait une salle de cinéma que l'on appelait « Arabe » parce que spécialisée dans la projection de films égyptiens en langue arabe, sous-titrés en français. Moi-même avec d'autres camarades, nous nous sommes rendus au VOX (à BÔNE), à

plusieurs reprises, pour voir les romances de Samia GAMAL et de Farid EL ATRACHE. L'expression « cinéma Arabe » (comme d'ailleurs l'épicerie ou marché...) n'avait aucune connotation raciale ou ségrégationniste. C'était ainsi sans aucune malveillance.

Les algériens, que nous appelions Arabes, avaient tout loisir, s'ils le souhaitaient, de se rendre dans toutes les salles de cinéma de leur choix ; et ils ne se privaient pas surtout quand il y avait Brigitte BARDOT au programme...

4/ Comment la France a délaissé les études sur le Maghreb

C'est un étrange paradoxe : alors que la France a tenu des décennies durant la première place dans le domaine des études sur le Maghreb, elle ne comptera plus en 2016 à l'université qu'un seul professeur titulaire d'histoire du Maghreb.



Extrait : [...En effet, très tôt, ce que l'on appelait alors « l'Afrique du Nord » – pièce maîtresse de l'empire colonial français – est l'objet de toutes les attentions des chercheurs, dans plusieurs disciplines : linguistique, sociologie, histoire, ethnologie, droit... De nombreuses institutions sont créées par les autorités françaises dans le but de maîtriser le savoir sur les sociétés indigènes et leur histoire : une « Ecole coloniale » au sein du ministère des colonies (1895) ; l'université d'Alger (1908) ; le Centre des hautes études sur l'Afrique musulmane (1934) ; les Instituts des Hautes études marocaines (1920) et des Hautes études de Tunis (1945)... Deux autres institutions viennent compléter l'édifice : l'armée, dont les officiers acquièrent une solide connaissance des pays et des hommes grâce à leur immersion dans les territoires soumis ; et l'Eglise, qui crée l'ordre missionnaire des Pères blancs (1868), lequel met en place, en Algérie et en Tunisie, des centres et lance des périodiques consacrés aux études arabes et berbères.

L'ensemble fait partie de « l'orientalisme scientifique », devenu sujet à « déconstruction » voire à dénonciation, depuis les analyses d'Edward SAÏD. Dans son fameux livre *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident* (Le Seuil, 1978), celui-ci voyait dans cet appétit de savoir un moyen de domination destiné à soutenir le projet colonial sous couvert d'innocente érudition. Si ce jugement se défend en partie, il doit cependant être nuancé : tout inféodés à l'idéologie colonialiste qu'ils aient été, nombre de travaux produits à l'époque sont encore aujourd'hui des références. Par ailleurs, il faut rendre justice à des savants qui, tel Charles-André Julien par exemple, dans le domaine de l'histoire, ont affirmé leur liberté intellectuelle face au colonialisme et ont pu élaborer un discours historique véritablement scientifique...].

Les années 1960 : place aux « pieds rouges »

[...Une fois la décolonisation achevée, l'héritage intellectuel de la période coloniale n'est pas resté sans suite. Dans les années 1960, une approche renouvelée des études maghrébines voit le jour. On la doit notamment à une génération d'historiens, **d'obédience marxiste** pour la plupart, engagés en faveur des pays libérés du joug colonial. Parmi ces « *pièdes rouges* », citons René GALISSOT, Claude LIAUZU, André NOUSCHI, Lucette VALENSI dont l'influence fut marquante dans les universités d'Alger, de Rabat et Tunis ainsi qu'en métropole. Catherine MAYEUR-JAOUEN aussi bien que Pierre VERMEREN, saluent la valeur de leurs travaux. En revanche, la première souligne que ceux-ci reposent sur des sources occidentales pour ne pas dire exclusivement françaises ; l'autre déplore leur incapacité à prendre en compte le fait religieux comme élément structurant fondamental des sociétés maghrébines et, du même coup, à percevoir les enjeux d'un retour de l'islam au premier plan...]

[...Les faits et les chiffres témoignent de manière éloquent de la précarité des études maghrébines à l'université française. Les générations formées pendant la période coloniale, n'ont pas été remplacées ; leurs successeurs, « *historiens formés au feu de la guerre d'Algérie ont rarement forgé une œuvre aussi ambitieuse* » que celle de leurs aînés, affirme Pierre VERNEREN. Pour la période plus récente, il signale le non-renouvellement des postes de plusieurs spécialistes reconnus, après leur départ à la retraite : René GALISSOT et Benjamin STORA à l'université de Paris 8 ; Daniel RIVET à la Sorbonne ; plus anciennement Charles-Robert AGERON à Tours ou encore Jean-Louis MIEGE à l'université de Provence. Même Sciences Po Paris où le Maghreb était étudié ne dispose plus, depuis 2010, d'enseignement ni de recherche sur cette aire géographique...]

Cliquez DVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/18/comment-la-france-a-delaiss-les-etudes-sur-le-maghreb_4762870_3212.html?xtmc=langue_francaise_au_maroc&xtcr=6

Et aussi : <http://www.bvoltage.fr/manuelgomez/maroc-renonce-a-larabisation,240094>

NDLR : Le journal *Le Monde* précise, pour une fois, l'obédience marxiste des historiens. C'est à souligner et cette citation équivaut à une mise en garde compte tenu de l'idéologie répandue. D'autre part il est étonnant de constater que l'enseignement est reproché comme un moyen de déconstruction...En bref quoi que vous fassiez, même dans la générosité, il existera toujours un insidieux reproche. Si rien n'est fait alors les mêmes crieront à la ségrégation. Au demeurant elle existe, malheureusement en ce qui nous concerne, car aucun historien, proche de nous, n'est cité quant à leurs travaux, à savoir : LEFEUVRE, PERVILLE, MONNERET, JORDI, etc...Seul STORA, l'ex trotskyste, est devenu la référence biblique de nos médias !

5/ Témoignage : « Je ne supportais plus d'entendre mon bourreau dire « Allah Akbar'... Je haïssais ces mots ! »

Pour la première fois, Khalifa EL-KHODER, un Syrien de 21 ans, raconte au quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* ses sept mois de détention dans une prison de DAECH. Son crime, avoir dessiné la Vierge sur un mur d'Alep...

Cliquez SVP sur ce lien : <http://www.courrierinternational.com/article/temoignage-je-ne-supportais-plus-dentendre-mon-bourreau-dire-allah-akbar-je-haissais-ces>

6/ Cologne, «islamophobie» : ce que révèle l'affaire Kamel Daoud



https://fr.wikipedia.org/wiki/Kamel_Daoud_%28%C3%A9crivain%29

Accusé d'islamophobie, le journaliste Kamel DAOUD a décidé d'arrêter le journalisme. Pour Laurent BOUVET, ce terme sert avant tout à disqualifier et à mettre en accusation ceux qui émettent des critiques contre l'islamisme politique et ses alliés.

LE FIGARO. - *Après les agressions du Nouvel An à Cologne, l'écrivain et journaliste algérien Kamel DAOUD n'avait pas hésité à pointer le tabou du sexe et du rapport à la femme dans le monde arabo-musulman.*

Laurent BOUVET. - En effet, et c'était, avec d'autres, une contribution très intéressante sur les causalités possibles de cet événement inédit et sidérant. Une contribution venant de la part d'un homme dont la connaissance de la situation algérienne, et au-delà de la situation dans l'ensemble arabo-musulman, m'a toujours parue très fine et très juste.

Face aux accusations d'«islamophobie», il déclare arrêter le journalisme et s'en explique dans *Le Quotidien d'Oran*. Que révèle cette affaire ?...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2016/02/19/31003-20160219ARTFIG00298-cologne-islamophobie-ce-que-revele-l-affaire-kamel-daoud.php>



NDLR : Il est natif de MESRA, qui était à notre époque ABOUKIR (1848/1962), près de MOSTAGANEM (Oranie)

7/ Les harkis bâillonnés par l'État ?

Nouvelle colère des anciens harkis : l'État semble vouloir imposer des associations aux effectifs étonnamment pléthoriques pour évincer, des réunions au ministère, des associations plus petites mais, elles, 100 % harkies !



Jeudi dernier, le 18 février, M. TODESCHINI, secrétaire d'État chargé des Anciens combattants, a présidé au ministère de la Défense une réunion du « G12 harki » – Groupe d'associations d'anciens harkis habilitées par le ministère – pour y étudier des

solutions aux problèmes que vivent, depuis plus d'un demi-siècle, ces soldats français ayant risqué leur vie sous nos couleurs. Et lors de cette réunion, qu'ont appris les participants dont le nombre vérifié d'adhérents va de 45 – neuf ne dépassent pas la centaine de membres – à 320 ? Tout simplement que l'État avait décidé de faire des « *propositions pour la constitution du G12 harki* » en présentant cinq associations ayant « *un poids relativement important permettant de les retenir* » ! Et un poids non des moindres : la plus petite compte plus de 100 membres et les quatre autres – comme cela tombe curieusement bien – dépassent allègrement les 500 membres, et même une les 800 !...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.bvoltaire.fr/jacquemartinez/harkis-baillottes-letat.240069>

8/ COMMUNIQUE de « ADIMAD-Mémoire de la Résistance Algérie Française »

Nous vous informons et/ou rappelons que le **13 Mai 2016**, comme nous le faisons depuis plus de 10 ans, nous organiserons à la statue de Notre Dame d'Afrique une cérémonie en hommage aux 4 Fusillés (Jean Bastien THIRY - Roger DEGUELDRE - Albert DOVECAR - Claude PIEGTS) à tous les combattants tombés au champ d'honneur et y associons toutes les autres victimes du terrorisme FLN.

Cette cérémonie se déroulera à 10 heures30 et sera suivie d'un repas entre ami(e)s.

Pour de plus amples renseignements, se rapprocher de Régis GUILLEM- regis.guillem@hotmail.fr

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO